



[NOUS CONTACTER \(/NOUS-CONTACTER\)](#) [ESPACE PIGISTES \(HTTP://PIGISTES-CFDT.FR/\)](http://pigistes-cfdt.fr/) [ESPACE CONSEIL NATIONAL \(/USER\)](#)



## AUDIOVISUEL PUBLIC

---

Depuis le 8 janvier 2008, date à partir de laquelle le Président de la République a déclenché un séisme sans précédent dans l'audiovisuel, l'intersyndicale s'interroge sur la pertinence de la commission, tant du point de vue de sa composition que du point de vue de ses objectifs et de sa latitude à prescrire des propositions alternatives crédibles pour le financement de la télévision publique.

Depuis, d'interviews inopinées en annonces fracassantes dans les conférences de presse, la commission a jeté son masque pour apparaître enfin pour ce qu'elle est : une opération de camouflage du démantèlement de l'audiovisuel public au profit du secteur privé.

La récente démission des membres des partis socialiste et communiste illustre bien la mascarade. Ils ont analysé la réaction du Président de la République après la conférence de presse du 17 mai comme une intrusion délibérée dans leurs travaux. Celui-ci a lui-même « démissionné » la commission en affirmant autoritairement sa position sur la redevance, cassant tout caractère prospectif des hypothèses avancées par la commission. Même si la crédibilité de ces hypothèses peut être, du point de vue de l'intersyndicale, largement sujette à caution.

### **A quoi assiste-t-on en fait ?**

A la restructuration pure et simple de l'ensemble du secteur audiovisuel visant à sa concentration pour « sauver les soldats TF1 et M6 », et au-delà, à favoriser l'émergence de grands groupes de communication privés. Dès lors, la

variable d'ajustement repose sur France télévisions et c'est l'Etat, pour ne pas dire le Président, qui va orchestrer le bal via la suppression d'un tiers des ressources de France télévisions. A quoi peut servir l'ouverture d'une deuxième coupure publicitaire sinon à éviter l'évaporation de la manne issue de la télévision publique ?

Déjà un doute planait quand, au détour des premières expressions de Jean-François Copé, le manque à gagner en terme de recette publicitaire, en terme de coût des programme de remplacement, a subtilement glissé de 1 milliard 200 millions d'euros, à 800 millions pour solde de tout compte. Une évaporation d'un tiers des besoins passée quasiment inaperçue.

Dernier des événements en date : la commission a prôné la suppression de 6 régions de France 3. Quelles directions seront sacrifiées dans cette loterie ? La commission, en optant pour la création d'un réseau de 7 chaînes régionales et des décrochages nationaux, financés on ne sait comment, sacrifie dans un premier temps le statut de chaîne nationale de France 3 en attendant le démantèlement de l'ensemble de l'audiovisuel public. Devant le vide abyssal des propositions financières de la commission pour compenser le manque à gagner des recettes publicitaires, la commission choisit donc de s'attaquer aux structures des entreprises, notamment celles de France 3. Ainsi ce sont les salariés des entreprises du groupe France télévisions qui devront payer l'addition.

De même, dans l'hypothèse d'une société unique présentée par la commission, les deux tiers du Conseil d'Administration seraient tenus par « 8 personnalité qualifiées représentant le monde de l'entreprise ». En langage courant, ce serait l'appropriation par le « privé » de la structure politique de la télévision publique. Qui a dit privatisation ?

Dans tous les cas les conventions collectives et accords d'entreprise auxquels les salariés sont attachés sont remis en cause ainsi que l'ensemble de leur statut.

Désormais les choses sont claires, la commission Copé n'a pas la légitimité attendue par les salariés de l'audiovisuel public. C'est ce qu'une majorité de téléspectateurs confirme dans un sondage paru le 15 juin 2008. C'est ce que l'intersyndicale est venue dire à la commission.

Pour conclure, l'intersyndicale rappelle que, depuis l'annonce de Président de la République, elle se bat :

- Contre la réduction du périmètre de l'audiovisuel public,
- Contre les suppressions massives d'emplois qui en découleraient,
- Contre la casse des conventions collectives,

et pour le développement de l'audiovisuel public avec un financement crédible, pérenne et dynamique.

PARTAGER SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Share 0

Tweeter



## Liens

CFDT Confédération (<http://www.cfdt.fr/>)

F3C Fédération (<http://www.f3c-cfdt.fr/>)

Observatoire de la Déontologie de l'Information - ODI  
(<http://www.odi.media/>)

Conférence nationale des métiers du journalisme  
(<http://www.cnmj.fr/presentation/>)

Ass° de préfiguration des conseils de presse  
(<http://apcp.unblog.fr/>)

Les Assises du journalisme  
(<http://www.journalisme.com/>)

International IFJ (<http://www.ifj.org/>)

Fédération européenne des journalistes  
(<http://europeanjournalists.org/fr/>)

Reporters Sans Frontières (<https://rsf.org/fr>)

Mentions légales site internet (/mentions-  
l%C3%A9gales-site)

## La CFDT dans les médias

Bayard-presse (<http://cfdtbayard.wordpress.com/>)

CFDT Publihebdos (<http://www.cfdt-publihebdos.infos.st>)

CFDT-FTV (<http://cfdt-ftv.over-blog.org/>)

France Télévision (<http://cfdt-ftv.over-blog.org/>)

Le Courrier Picard (<http://cfdt-courrierpicard.blogspot.com/>)

Ouest-France (<http://cfdt-of.over-blog.org/>)

Radio-France CFDT (<http://www.cfdt-radiofrance.fr/>)

Site WK (<http://www.rsf.org/-français-.html>)

## Suivez nous !

 (<http://www.facebook.com>)

 (<https://twitter.com/USJCFDT>)

 (</~vanessa/cfdt/rss.xml>)